

Direction des collectivités et de l'appui territorial
Bureau de l'aménagement, de l'urbanisme
et des installations classées
Références : VM.

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la SAS CHROMECA de respecter
les prescriptions applicables à son établissement situé à BEYNOST**

**La préfète de l'Ain,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.512-1 et L.514-5 ;
- VU le code de justice administrative, notamment son article R.421-1 relatif aux délais et voies de recours ;
- VU l'arrêté préfectoral du 26 juin 1990 modifié autorisant la société CHROMECA à exploiter un atelier de traitement de surface à Beynost ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2019 imposant notamment la mise en sécurité des installations ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspection de l'environnement en date du 18 octobre 2024, suite à une visite sur le site effectuée le 16 octobre 2024 ;
- VU le courrier de l'inspection de l'environnement du 18 octobre 2024 transmettant à la société CHROMECA, son rapport suite à la visite du 16 octobre 2024 et l'informant du délai dont elle dispose pour faire part de ses observations ;
- VU le projet d'arrêté, annexé au rapport, porté à la connaissance de l'exploitant et valant contradictoire ;
- VU l'absence d'observations de la société CHROMECA sur le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été présenté ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a constaté la possibilité pour des tiers d'accéder à l'intérieur de l'atelier ; disposition contraire aux termes de l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2019 susvisé relatif aux interdictions et limitations d'accès au site ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement susvisé, de mettre en demeure la société CHROMECA à Beynost de respecter les dispositions de l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2019 susvisé ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 – Mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2019

La société CHROMECA, dont le siège social est situé 3 esplanade de France à SAINT-ETIENNE, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2019 relatives à l'interdiction et la limitation d'accès à ses installations sises 74 allée des grandes Combes – ZI Ouest à BEYNOST, sous un délai maximal de huit jours à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Délais

Les prescriptions sont d'application immédiate à compter de la notification du présent arrêté, à l'exception de celles pour lesquelles un délai est prévu au sein même des articles.

Le délai indiqué s'entend à compter de la notification du présent acte.

À l'échéance du délai, l'exploitant justifie à la préfète et à l'inspection des installations classées du respect des prescriptions précitées.

Article 3 : Frais

Les frais occasionnés par les études, analyses et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 : Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées et conformément aux dispositions de l'article L.171-8-II du Code de l'environnement, si à l'expiration du délai imparti, il n'a pas été déféré à la mise en demeure, il pourra être fait application du II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 5 : Recours

En application des dispositions inscrites au code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément au code de justice administrative, il peut être déféré au tribunal administratif de Lyon, par la personne qui en fait l'objet, par voie de recours formée contre une décision, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet « www.telerecours.fr ».

Article 6 : Publicité

Le présent arrêté sera :

- affiché à la porte principale de la mairie de BEYNOST pendant une durée d'un mois. Il sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à la disposition du public.
Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire, à la préfète.
- publié sur le site internet de la préfecture de l'Ain pendant une durée minimale de deux mois.

Article 7 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au directeur de la société CHROMECA – 3 esplanade de France – 42000 SAINT-ETIENNE ;

• et dont copie sera adressée :

- au maire de BEYNOST,
- au chef de l'Unité départementale de l'Ain – Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne - Rhône-Alpes.

Fait à Bourg-en-Bresse, le **19 NOV. 2024**

La préfète,
Pour la préfète,
La secrétaire générale,



Virginie GUERIN-ROBINET